

Commerce régional : Ouverture progressive du marché réunionnais

Après tant d'années de mesure protectionnisme, l'île de la Réunion commence à ouvrir petit à petit son marché aux îles sœurs de l'Océan Indien mais aussi à l'Afrique et aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). A travers les rencontres internationales du développement durable, du 21 au 23 novembre 2018 à Saint-Denis, le Club Export Réunion tient à ce que les entreprises malgaches puissent prendre avantage de ce marché. L'approche « *développement durable* » titille les Réunionnais et ils invitent les entreprises à commercer avec eux dans le respect des normes et qualités européennes. Comme l'a expliqué François Mandroux, vice-président de Club Export La Réunion, l'objectif final de club export, est d'ouvrir le marché réunionnais sur son ensemble géographique régional, c'est-à-dire l'Océan Indien et même au-delà, au niveau de l'Afrique et vers l'ASEAN du côté de la Thaïlande et du Cambodge. Noro Andriamamonjariison a expliqué que l'enjeu de ces rencontres est d'augmenter nos échanges commerciaux et trouver les intérêts pour nos entreprises. 10 entreprises malgaches ont été choisies en particulier pour représenter Madagascar lors de ces rencontres et pourraient conquérir le marché réunionnais.

Questionné sur les mesures prises par l'île de la Réunion pour limiter les produits venant des autres pays, François Mandroux a souligné que les barrières ne sont pas au niveau de Club Export mais au niveau du commerce international car l'île de la Réunion fait partie de la zone Europe, d'où les restrictions en termes qualitatives. Toutefois, l'intérêt est là et la société Socolait a déjà pris une avance par rapport aux autres entreprises car un laboratoire réunionnais a travaillé avec elle pour la conseiller sur les points à respecter pour avoir une certification pour la mise en vente sur la Réunion.

Le concept à adopter

La présidente du GEM a rappelé que le secteur privé malgache est de plus en plus conscient que les investissements et les créations d'entreprises devraient se faire dans une approche de développement durable. A Madagascar, la mise en conformité des investissements à l'environnement a été déjà appliquée depuis plus de 20 ans. L'exigence de faire des études d'impacts environnementales qui fait partie intégrante de la création d'entreprise, montre que le concept est mondialement reconnu. Mais Madagascar était à la traîne. François Mandroux a rassuré les entreprises que du côté des investisseurs, ces derniers s'intéressent beaucoup au concept de développement durable. Quand on travaille sur la durabilité, tout projet devient intéressant. Dans cette même vision, 6 thématiques seront au menu de ces rencontres internationales. Elles épousent toutes, l'approche de « *développement durable* » à savoir l'agro-nutrition, la santé et sécurité sanitaire, l'économie bleue, les systèmes énergétiques intelligents, l'économie circulaire et les smart Cities. La présidente du GEM a noté que Madagascar peut profiter pleinement de cette opportunité surtout sur le volet agroalimentaire. En termes d'échanges, Madagascar a exporté près de 17 millions d'euros à la Réunion notamment des légumes, des bois et des poissons. L'on espère que cette ouverture pourra aider les partenaires à combler les besoins de Madagascar en termes d'infrastructures comme les laboratoires de certification, les abattoirs etc... Une rencontre avec la presse a été organisée hier à l'hôtel Colbert à Antaninarenina afin de présenter l'évènement.